

Section 4.—Balance des investissements*

Les difficultés financières d'ordre international qui gênaient le Canada au milieu de 1962 tenaient directement à une forte réduction des entrées nettes de capitaux étrangers conjuguée avec une augmentation des sorties de capitaux canadiens privés. Les entrées nettes de capitaux privés ont cessé alors que s'est maintenu le grand déficit du compte courant à cause surtout du déficit apparemment irréductible des invisibles. Ces sorties étaient, dans une grande mesure, la manifestation de l'importance et de la nature de la balance de la dette extérieure du Canada, expression employée au sens large généralement retenu dans la terminologie de la balance des paiements pour y inclure les placements en actions ainsi que les emprunts contractuels. Il en était ainsi du fait non seulement de la rémunération des capitaux (intérêts, dividendes et revenus divers), mais aussi des influences exercées par les investissements étrangers sur l'économie canadienne et sur la nature et l'orientation des concours demandés à l'extérieur.

Le Canada a été de loin le plus grand importateur de capitaux privés à long terme pendant un certain nombre d'années et la très grande formation de capital qui a marqué surtout les années 1950 se rattachait à l'extension sans précédent du passif extérieur du pays. Ces capitaux ont contribué à l'expansion rapide de l'économie canadienne, particulièrement dans l'exploitation des ressources naturelles, et ont fort ajouté à la production, à l'emploi et au revenu du Canada. Cependant, ils ont fort alourdi le fardeau de la dette extérieure et beaucoup accru la part de l'industrie canadienne contrôlée par l'étranger.

Le passif extérieur du Canada atteignait 26,100 millions à la fin de 1960; les investissements à long terme de l'étranger totalisaient (valeur comptable) 22,200 millions, ayant ainsi triplé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (à la fin de 1961 ils s'établissaient à bien au-delà de 23 millions). La part affectée à des entreprises d'obédience étrangère se chiffrait par 12,900 millions. Ces investissements directs se sont accrus plus rapidement que le total. Les placements en d'autres actions canadiennes, tout en étant moins élevés, ont aussi été considérables, et durant les dernières années il y a eu des périodes où l'avoir étranger en obligations canadiennes s'est fort accru.

Les capitaux étrangers se sont étroitement associés à la croissance rapide du pays et ont beaucoup répondu à la demande de moyens financiers créée par ce facteur et par les besoins des gouvernements et des municipalités. Ce sont eux qui ont amorcé et financé les grands programmes de mise en valeur, et les progrès qui en ont résulté ont, à leur tour, encouragé le Canada à emprunter d'autres capitaux hors du pays. Bien que les entrées de capitaux soient la cause principale de l'accroissement de la dette extérieure, les recettes des succursales et filiales de sociétés étrangères retenues au Canada y contribuent également pour beaucoup. Les nouvelles industries extractives qui dépendent dans une large mesure des capitaux étrangers comprennent toutes les branches de l'industrie pétrolière, le minerai de fer et d'autres industries minières, l'aluminium, le nickel, la pâte et le papier et les produits chimiques. L'industrie secondaire a aussi bénéficié des capitaux étrangers.

L'actif extérieur brut du Canada totalisait 9,200 millions à la fin de 1960. L'actif public formait une part importante du total. Le solde net de la dette internationale du Canada, y compris les placements en actions, atteignait un chiffre estimatif de 16,900 millions, dont bien au-delà de la moitié a été contractée au cours des cinq années écoulées depuis 1955 et plus des deux tiers au cours des huit années depuis 1952. A la fin de 1961, le solde net de la dette extérieure avait augmenté à environ 18 milliards.

* On trouvera une étude plus complète dans le rapport du B.F.S.: *Canada's International Investment Position, 1926 to 1954* (n° de catalogue 67-503) et une statistique plus récente dans le rapport annuel: *The Canadian Balance of International Payments and International Investment Position* (n° de catalogue 67-201).